



Politique de confidentialité

- 1. Politique de confidentialité du site internet du SMIN**
- 2. Information aux adhérents sur le RGPD**

Politique de confidentialité du site Internet du SMIN

Au SMIN, la confidentialité des Données Personnelles est un enjeu organisationnel fort. C'est pourquoi nous avons souhaité vous partager cette Politique de Confidentialité des Données Personnelles (ci-après la « Politique de Confidentialité ») qui est essentielle pour apporter des réponses à vos questions légitimes quant à l'utilisation de vos Données Personnelles.

Cette Politique de Confidentialité est la base pour traiter toutes Données Personnelles que nous rassemblons ou que vous nous fournissez au travers du site web disponible à l'adresse www.spst-smin.fr

1. Identité du responsable de traitement

Le Service Médical Inter Entreprise du Noyonnais ("SMIN"), ci-après dénommé "Le SMIN", en qualité de responsable des traitements indiqués ci-après.

2. Les traitements de données à caractère personnel

Nous pouvons être amenés à rassembler et traiter les Données Personnelles suivantes, pour des durées de conservation précises et des finalités déterminées :

Finalités et bases légales	Catégories de données	Durées de conservation
Nous permettre de respecter nos obligations en matière de conformité à la réglementation sur la protection des données personnelles (dont les demandes d'exercice de droits)	Données d'identification, Données relatives à la vie professionnelle	12 mois après la collecte des données
Nous permettre de respecter nos obligations en matière comptable et financière	Données d'identification, Données relatives à la vie professionnelle, Données d'ordre économique et financier, Données de transaction	Jusqu'à la fin du contrat + 10 ans

Nous permettre d'assurer la bonne gestion des contrats avec nos adhérents.	Données d'identification, Données relatives à la vie professionnelle	Jusqu'à la fin du contrat + 10 ans
Nous permettre d'assurer la gestion des adhésions des adhérents, dans le respect de nos obligations légales.	Données d'identification, Données relatives à la vie professionnelle	Pendant toute la durée de l'adhésion + 5 ans. (À noter que la durée de conservation sera de 10 ans après la fin de l'adhésion pour les documents comptables et factures.)
Nous permettre de d'entretenir les relations avec nos adhérents concernant le suivi de leurs salariés, dans le respect de nos obligations légales.	Données d'identification, Données relatives à la vie professionnelle	Pendant 12 mois à compter de la collecte.
Nous permettre d'assurer la sécurité de notre site internet, sur la base de notre intérêt légitime.	Données de connexion.	Les données sont conservées pendant 6 mois après leur collecte.

3. Politique en matière de cookies

Le SMIN n'utilise qu'un cookie strictement nécessaire au fonctionnement du site internet, et qui ne peut être désactivé dans nos systèmes. Ce type de cookie est généralement établi en tant que réponse à des actions que vous avez effectuées et qui constituent une demande de services, telles que la définition de vos préférences en matière de confidentialité, la connexion ou le remplissage de formulaires. Vous pouvez configurer votre navigateur afin de bloquer ou être informé de l'existence de ces cookies, mais certaines parties du site web peuvent être affectées.

Le SMIN n'utilise aucun traceur ou cookie de type "fonctionnel", "statistique", ou "publicitaire".

4. Partage avec des tiers

Nous pouvons dans certains cas partager vos données avec des tiers. Nous ne partagerons vos données qu'avec des tiers qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques, organisationnelles et juridiques appropriées de manière à garantir la protection de vos droits et de vos données. Ces destinataires sont :

- Nos sous-traitants ;
- Nos équipes en interne ;
- L'acheteur potentiel de notre association ;
- Toute administration ou autorité judiciaire en cas de demandes justifiées de ces dernières ;
- Toute société et organisation à des fins de protection contre la fraude et la réduction du risque de crédit.

5. Où stockons-nous vos données personnelles et comment les protégeons-nous ?

Toutes les données que nous traitons dans ce contexte sont stockées en France/dans l'Espace Économique Européen mais peuvent aussi être transférées et stockées hors de l'Espace Économique Européen (« EEE ») notamment dans le cadre des prestations réalisées par nos sous-traitants. Afin d'assurer la sécurité de vos données, nous faisons uniquement appel à des sous-traitants présentant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adéquates à celles imposées par la réglementation en matière de protection des données personnelles. Nous assurons également que le

traitement des données par nos sous-traitants soit réalisé conformément à notre Politique de Confidentialité.

Lorsque que nos sous-traitants sont établis en dehors de l'Union Européenne, nous les sélectionnons en priorité dans des pays dont le cadre légal apporte un niveau de sécurité satisfaisant.

La liste de ces pays est disponible ici : <https://www.cnil.fr/fr/la-protection-des-donnees-dans-le-monde>

Lorsque cela n'est pas possible, nous encadrons ces transferts par des mécanismes juridiques appropriés, notamment la signature de clauses contractuelles supplémentaires spécialement prévues pour ce type de transfert.

6. Vos droits

Au SMIN, nous nous engageons à ce que les droits que vous accordent la législation en matière de protection des données vous soient garantis. C'est pourquoi, nous nous engageons à vous permettre l'exercice des droits mentionnés ci-dessous.

- **Droit d'accès à vos Données Personnelles** – Vous avez le droit d'être informé si vos Données Personnelles sont traitées par le SMIN et ses partenaires. Si tel est le cas, nous vous expliquerons comment ces partenaires utilisent vos données et nous vous indiquerons pourquoi et comment ces données sont utilisées, quelles sont les catégories de données concernées, à qui et où sont partagées ces données, leur durée de conservation et si vos données sont utilisées au travers d'un traitement automatisé permettant notamment la mise en œuvre de décisions individuelles automatisées. Vous pouvez également nous demander de vous fournir une copie de ces données, pouvant donner lieu au paiement de frais raisonnables fondés sur les coûts administratifs que nous rencontrerons pour répondre à votre demande. Ces frais ne s'appliqueront pas si nous pouvons vous communiquer ces données au travers de votre droit à la portabilité ;
- **Droit de rectification** – Disposer de données exactes est essentiel pour le SMIN. C'est pourquoi, nous rectifierons vos données inexactes sans délai ;
- **Droit à l'effacement ("droit à l'oubli")** – Sauf disposition légale contraire, nous supprimerons vos données afin de nous conformer à nos obligations légales, notamment lorsque vos données ne sont plus nécessaires ou lorsque vous nous le demanderez ;
- **Droit à la limitation du traitement** – Vous pouvez demander au SMIN de limiter un traitement de vos Données Personnelles si vous considérez que vos Données Personnelles ne sont pas exactes ou si vous nous demandez d'effacer

vos données. De plus, vous pouvez nous demander de limiter un traitement si vous disposez du droit de vous opposer à un traitement ;

- **Droit à la portabilité des données** – Vous pouvez nous demander une copie, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine des données que vous nous avez communiquées dès lors que le traitement de ces données est effectué à l'aide de procédés automatisés. Lorsque cela est possible techniquement, vous pouvez nous demander que ces données soient directement transmises à un Tiers ;
- **Droit d'opposition** – Dans certaines circonstances et pour des raisons attachées à votre situation particulière, vous pouvez vous opposer à ce que le SMIN traite vos Données Personnelles. Lorsque vous réalisez cette demande et que cette demande est conforme à la loi applicable, nous ne traiterons plus vos données sauf si nous démontrons la légitimité et le caractère impératif du traitement de Données Personnelles et que ce dernier prévaut sur vos droits, intérêts et libertés. Aussi nous pourrions tout de même traiter vos données si cela est nécessaire à la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- **Droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle** – Si vous estimez que le SMIN ne respecte pas la présente Politique de Confidentialité ou que vos droits garantis par la loi applicable ne sont pas convenablement protégés par le SMIN, vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

Afin d'exercer l'un de ces droits, vous pouvez contacter notre Délégué de la protection des données personnelles (DPO) à l'adresse courrielle suivante : **contact@inside.law** en précisant les droits que vous souhaitez exercer.

7. Changements liés à notre politique de confidentialité

Tout changement que nous faisons à notre Politique de Confidentialité dans le futur sera posté sur cette page.

8. Contact

Si vous avez la moindre question concernant cette Politique de Confidentialité et la façon dont nous utilisons vos Données Personnelles, celle-ci est bienvenue et devra être adressée à notre Délégué de la protection des données personnelles (DPO) à l'adresse courrielle suivante : **contact@inside.law**

Information des adhérents sur le RGPD



LE R.G.P.D.

Le Règlement Général européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) est entré en vigueur depuis le 25 mai 2018. Conformément à cette nouvelle loi, nous notre règlement intérieur a été mis à jour le 20 Juin 2019.

La présente notice vous apporte des informations détaillées sur les actions de protection des données à caractère personnel des salariés de votre entreprise, mises en place par le SMIN en tant que responsable du traitement.

Cette notice décrit les catégories de données nécessaires, les raisons pour lesquelles elles sont utilisées, la durée de conservation, les modalités selon lesquelles vos salariés peuvent exercer leurs droits, ainsi que la manière dont elles sont protégées.

QUELLES DONNÉES PERSONNELLES TRAITONS-NOUS ?

Le SMIN est amené à traiter des données à caractère personnel relatives à vos salariés pour lui permettre d'exercer son activité réglementée. À ce titre, il assure la responsabilité du traitement de suivi médicoprofessionnel de vos salariés, en tant qu'Adhérent à notre service. Les données personnelles que vous nous communiquez sont celles qui figurent dans les documents suivants :

- La déclaration nominative de vos salariés ; Effectifs dont vous assurez la mise à jour annuelle par l'intermédiaire du portail adhérents accessible depuis notre site web et pour lequel nous vous avons transmis un identifiant et un mot de passe qui vous est propre. Ceci est nécessaire pour l'envoi des rendez-vous aux entretiens périodiques.
- Les déclarations administratives individuelles que vous nous adressez : pour les entretiens d'embauche ou de reprise du travail notamment.

Le dossier médical individuel des salariés est tenu par le professionnel de santé qui est chargé du suivi de votre entreprise et de recueillir auprès d'eux les informations qui, conformément à la recommandation de la Haute Autorité de Santé décrivent :

Les données socio-administratives :

Identification du salarié et de sa situation familiale : nom usuel, prénom, nom et date de naissance, identifiant national de santé (NIR), adresse postale, etc.

Le poste de travail :

Suivi et traçabilité du parcours professionnel : description de l'emploi, du contrat de travail (type/début/fin), des tâches effectuées et des expositions associées, etc.

Les visites médicales :

Celles nécessaires à l'organisation à l'élaboration des avis d'aptitude ou attestation de suivi réglementaires.

Leur état de santé :

Les examens complémentaires et leurs résultats, les orientations vers d'autres médecins avec les comptes rendus, les pathologies et antécédents avec leurs traitements médicaux, les observations cliniques, les données de l'interrogatoire médical etc.

POURQUOI UTILISONS-NOUS LES DONNÉES DE VOS SALARIÉS ?

Nos missions sont légales et réglementaires :

- *Éviter toute altération de la santé des salariés du fait de leur travail
- *Assurer leur suivi médicoprofessionnel en conformité avec les lois et les règlements
- *Répondre aux demandes d'autorités publiques ou judiciaires
- *Élaborer les statistiques pour la réalisation d'études, de production d'indicateurs, l'élaboration de plans de prévention et d'enquêtes anonymes.

Nous utilisons les données à caractère personnel des salariés pour faire valoir nos droits, en particulier à des fins de :

- *Preuve de réalisation de prestations en santé au travail
- *Justification de l'appel de cotisation
- *Recouvrement

QUI A ACCÈS AUX DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DE VOS SALARIÉS ?

Les personnels du SMIN ont accès, dans le respect du secret professionnel auquel ils sont soumis, aux données à caractère personnel relatives aux salariés pour la réalisation de nos missions. L'accès aux informations contenues dans le dossier médical est réalisé dans le respect du secret médical auquel sont soumis les médecins du travail.

En vue d'accomplir les finalités précitées et selon la mission qui leur est confiée, les prestataires de services, les délégataires et les sous-traitants agissant pour notre compte sont également susceptibles d'avoir accès aux données à caractère personnel relatives aux salariés de votre entreprise.

Nous sommes également susceptibles de communiquer les données à caractère personnel relatives aux salariés aux autorités ou agence d'Etat, organismes publics (*sur demande et dans la limite de ce qui est permis par la réglementation*).

QUELLE EST LA DURÉE DE CONSERVATION DES DONNÉES CARACTÈRE PERSONNEL ?

Le Code du Travail détermine certaines durées de conservation soit notamment :

- Pour les salariés exposés à des agents chimiques dangereux ou aux CMR (Cancérogène, Mutagène, Reprotoxique) : le dossier médical est conservé 50 ans après la fin de la période d'exposition (Art. R 4412-55 du C.T.)
- Pour chaque travailleur susceptible d'être exposé à des agents biologiques pathogènes : le dossier médical est conservé de 10 à 40 ans à compter de la cessation d'exposition (Art. R 4426-9 du C.T.)
- Pour les salariés exposés aux rayonnements ionisants : le dossier médical doit être conservé pendant 50 ans après la fin de la période d'exposition (Art. R 4451-90 du C.T.).

QUELS SONT LES DROITS DE VOS SALARIÉS ?

***Droits d'accès** : toute personne a accès à l'ensemble des données et des informations concernant sa santé détenue par le SMIN. Ces informations peuvent être communiquées directement à la personne concernée par l'intermédiaire d'un médecin de l'association.

***Droit de rectification** : toute personne peut demander la rectification et la mise à jour des données à caractère personnel la concernant

***Droit à la limitation du traitement** : toute personne peut demander la suspension temporaire de l'utilisation de ses données à caractère personnel lorsqu'elle apporte la preuve de leur inexactitude et jusqu'à la correction des informations inexactes.

***Droit d'opposition** : toute personne peut s'opposer à tout moment au traitement dont les données à caractère personnel la concernant fait l'objet. Dans ce cas, le SMIN n'a plus à traiter les données à caractère personnel concernant ce salarié sauf si le SMIN est soumis à une obligation légale imposant la poursuite du traitement des données ou qu'il existe un motif légitime (justice par exemple)

***Droit à la portabilité des données** : toute personne peut obtenir la restitution des données à caractère personnel dans un format lisible et exploitable. Ce droit ne s'applique que si le traitement de données à caractère personnel est automatisé (les fichiers papier ne sont pas concernés) et qu'il est mis en œuvre sur la base du consentement ou en exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie prenante

***Droit à l'effacement** : toute personne peut obtenir l'effacement de données à caractère personnel la concernant lorsqu'un motif prévu par le règlement est satisfaisant (par ex. inutilité de données). Eu égard aux obligations légales et réglementaires auxquelles le SMIN est soumis, les informations administratives de la visite nécessaires à la traçabilité du suivi des actions en santé au travail sont exclues du périmètre du droit à l'effacement

***Droit de retirer votre consentement** : lorsque le traitement des données à caractère personnel la concernant est fondé sur le consentement, la personne peut à tout moment le retirer.

***Droit de définir des directives particulières** : toute personne dispose du droit de définir des directives particulières précisant la manière dont elle souhaite que ses données à caractère personnel soient conservées, effacées et communiquées après son décès.

Pour exercer l'un de ces droits, le salarié de votre entreprise peut, en justifiant de son identité, adresser une demande par courrier postal au SMIN.

COMMENT LES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL SONT-ELLES PROTÉGÉES ?

Conformément à la réglementation en vigueur, le SMIN assure à ses adhérents que toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel qui lui sont confiées, sont mises en œuvre et notamment pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès :

*Les dossiers médicaux au format papier font l'objet de mesures de sécurité spécifiques.

*Les données informatiques sensibles relatives aux salariés sont abritées par une société agréée pour l'hébergement des données de santé à caractère personnel (*Art. L. 111-8 du code de la santé publique*). L'hébergeur n'est pas habilité à traiter les demandes d'exercice de droits sur les données personnelles confiées par le SMIN.